

la discussion feront justice des engouements irréfléchis. Une remarque encore doit contribuer à bien faire espérer de l'avenir de la nation espagnole : c'est la rare intelligence de ses populations. On est surpris, quand on a affaire aux gens du peuple les plus dénués de culture, du bon sens, de l'esprit et de la facilité avec laquelle ils s'expriment. Sous ce rapport, ils sont bien supérieurs à nos paysans ; ils n'ont rien de leur lourdeur et de leur embarras ; leur cercle n'est pas large, la sphère de leurs idées n'est pas étendue ; mais ce qu'ils comprennent, ils le comprennent bien, et l'on peut croire que si l'éducation, si l'habitude de préoccupations plus générales avaient développé leur intelligence, ils porteraient dans des notions plus élevées cette rectitude et cette netteté qui semblent innées chez eux, mais qui, aujourd'hui, ne s'exercent guère en dehors de leurs intérêts immédiats.

Au milieu de la lutte interminable qui déchire l'Espagne et de l'incertitude qui enveloppe les événements prochains, on a besoin de regarder en arrière, ne fût-ce que pour décharger le présent des fautes et des malheurs que le passé lui a légués, et aussi pour bien espérer d'un peuple qui, en dépit de toutes les causes de corruption et d'abrutissement accumulées contre lui depuis près de trois siècles, a su conserver de belles et précieuses facultés naturelles.

---

## LETTRE V.

Madrid, 26 octobre 1836.

L'ouverture des cortès dont les travaux ont, comme vous le savez, commencé cette semaine, n'a point fait ici grande sensation ; on prévoyait à peu près les fâcheuses nécessités mentionnées dans le discours du trône. On savait que le gouvernement se trouve dans les plus graves embarras financiers. S'il est dans l'impossibilité de payer la dette extérieure, il n'est pas, vis-à-vis de ses engagements intérieurs, dans une situation beaucoup plus heureuse. Les créanciers nationaux n'ont pas été payés plus que les étrangers ; seulement on

a estampillé leurs titres et on les a renvoyés au mois d'avril prochain ; mais il est au moins douteux que l'estampille soit considérée par les porteurs comme argent comptant. Les pensions de l'État ne sont pas payées non plus ; bref, le gouvernement en est aux expédients ; on a fait saisir une partie des trésors appartenant aux églises, et on a inventorié le reste ; mais ce n'est là qu'une ressource bien précaire et bien insuffisante. Quant aux opérations militaires, elles n'amènent non plus aucun résultat ; Rodil, Alaïx, Espinosa et Quiroga, dont les divisions réunies forment environ 48,000 hommes, ne peuvent venir à bout d'atteindre Gomez. Nous recevons ici, environ tous les deux ou trois jours, un message de Rodil qu'on publie dans un supplément extraordinaire de la *Gazette de Madrid*, et dans lequel le général en chef, ministre de la guerre, annonce chaque fois, non pas ses victoires, mais les combinaisons qui doivent infailliblement amener la ruine entière des factieux, lesquels ont eu, jusqu'à ce jour, l'extrême impudence d'échapper à la pressante logique du général. Jamais, certes, assemblée nationale ne se réunit au milieu de conjonctures plus graves, et ne dut éveiller plus puissamment les espérances, les vœux et la sollicitude publics, et cependant l'ouverture des cortès n'a point fait ici l'impression qu'on était en droit d'attendre. Est-ce conscience de leur impuissance, est-ce injustice ? C'est ce qu'on verra plus tard.

La seule manifestation significative qui soit encore sortie de l'assemblée, c'est une proposition signée par la majorité des membres présents, tendant à ce que la régence soit conservée à la reine Marie-Christine, et le pouvoir concentré dans ses mains sans partage. En d'autres circonstances, cette modération aurait pu sembler généreuse ; mais laisser à la reine tout le fardeau et toute la responsabilité du pouvoir au milieu d'une situation presque inextricable, quand on n'a pas craint, en d'autres temps, de lui forcer la main, c'est une démarche qui semble indiquer que le parti du mouvement a peu de confiance dans ses forces, et cela donne assez bien la mesure de cette démocratie bruyante, qui ne devient prudente et discrète qu'à l'heure du danger.

On a nommé aussi une commission chargée d'aviser, de concert avec le gouvernement, aux moyens de terminer la guerre, et l'on peut espérer que, libre désormais de toute distraction fâcheuse, l'assemblée va se vouer sans partage à l'achèvement du grand œuvre

de la constitution. C'est une chose vraiment admirable que la bonne foi avec laquelle ministres et députés s'occupent de la constitution, et non-seulement de la constitution, mais encore de mille améliorations intérieures, toutes plus magnifiques les unes que les autres. Ainsi, l'autre jour, M. Lopez, ministre de l'intérieur, lut à l'assemblée, qui l'écoutait en grand silence, un long mémoire sur son administration et sur les nombreuses mesures d'utilité dont il compte doter le royaume ; par exemple, il se propose de mettre en exploitation les mines de plomb qui sont ou qui pourraient devenir une des richesses de l'Espagne ; il est question aussi de creuser des canaux, d'établir des ponts et une ligne de chemins de fer (je parle très-sérieusement). On a l'espoir que, dans l'espace de moins de trente-cinq ans, ces glorieux travaux seront achevés, et alors on n'aura plus sans doute à s'occuper que du soin de payer sa dette et de terminer la guerre civile, ce qui est une bagatelle. On se reprocherait, en vérité, de parler légèrement d'un gouvernement placé dans des conjonctures aussi pénibles ; mais un pareil aveuglement, une telle naïveté ne sont justiciables que du ridicule.

Un autre fait non moins extraordinaire, porté à la connaissance du public par un rapport lu aux cortès par le ministre de la guerre, c'est qu'il y a aujourd'hui, en Espagne, deux cent quarante mille hommes sous les armes <sup>1</sup>. Où sont-ils et que font-ils ? Les Espagnols sont de bons soldats, braves, sobres et grands marcheurs ; comment donc de semblables forces sont-elles commandées, que rien ne se fait, que depuis le commencement de la guerre il n'y a pas eu, à proprement parler, une seule bataille, mais seulement des rencontres et des escarmouches de parti où l'on se tue des deux parts quatre à cinq cents hommes sans résultat, pour recommencer quinze jours après ?

Puisque j'en suis aujourd'hui à faire la litanie de toutes les misères du gouvernement et du peuple espagnol, il faut aussi que je vous dise un mot d'un travers qui, à force d'être général et exagéré, produit plus de mal qu'un fléau ; je veux parler de l'emphase habituelle du discours, qui dénature les faits à force de les grossir, qui induit de loin les étrangers dans l'erreur, et qui rend les Espagnols dupes de leurs propres amplifications. Lisez un journal espagnol,

<sup>1</sup> Toujours sur le papier.

celui que vous voudrez, fût-il le plus sincère et le plus honnête des journaux ; lisez une proclamation du gouvernement, un *parte* d'un général racontant une reconnaissance ou une escarmouche, et dites si l'on ne se croit pas transporté dans le pays des géants. Tous ces hommes-là ont dix pieds de haut, ils ne font que des choses extraordinaires, et les expressions les plus fortes de la langue sont insuffisantes pour rendre la prodigieuse énergie de leurs sentiments. Ce n'est pas de l'attachement qu'ils ont pour la reine régente, c'est de l'*enthousiasme*, et ils ne prononceront pas son nom, n'importe à quelle occasion, sans dire, au lieu de Marie-Christine tout court, l'immortelle Marie-Christine. On nomme une ville, n'importe laquelle, ne croyez pas qu'on dira tout simplement Madrid ou Valence, il faudra que ce soit l'héroïque ville de Madrid ou l'héroïque ville de Valence ; tous les gardes nationaux sont des preux, tous les soldats des héros. Napoléon, après la campagne d'Italie, disait à ses soldats : « Soldats, vous vous êtes bien conduits, mais vous êtes encore loin des Romains, vos maîtres et vos modèles. » Ici, un général, envoyant au ministre de la guerre le récit d'une rencontre, écrivait qu'il avait *pleuré d'admiration* à la vue des exploits de ses intrépides soldats. Il s'agissait de deux cents hommes tués à l'ennemi. Rassemblez maintenant tous ces mots pompeux, ne dirait-on pas que voilà une nation qui sue l'enthousiasme par tous les pores, dont l'ardeur déborde, et qui fait son ordinaire des sentiments les plus chauds, les plus indomptables, les plus énergiques ? Puis, interrogez les faits ; suivez, si vous en avez la patience, cette histoire toute pleine de velléités stériles, de tentatives et d'essais avortés ; contemplez cette apathie, cette indifférence profonde, cette neutralité où chacun se renferme, ce silence et cette solitude qui environnent le gouvernement, cette impéritie des généraux, qui épuisent dans des coups de main l'ardeur et les forces de leurs troupes, sans savoir combiner un plan, ni le suivre, ni utiliser un succès ; comparez, dis-je, les mots aux choses, et concluez. Une fois monté à ce ton de dithyrambe perpétuel, le gouvernement, qui fait sonner bien haut le moindre avantage, et qui fait publier des gazettes extraordinaires pour deux factieux pris et huit blessés, ne peut plus redescendre du ciel sur la terre, pour apprendre au peuple espagnol que ses défenseurs ont été battus ; on garde donc sur les revers un profond silence ; en sorte que voilà un peuple adulé, adoré, prôné, vanté dans ses

moindres actions, qu'on remplit perpétuellement de la haute opinion de lui-même, et auquel personne ne parle le langage sévère de la vérité; personne ne lui dit que c'est une honte que l'insurrection soit sortie de la Navarre; que c'est une honte d'avoir laissé entrer et de laisser courir en Andalousie les bandes de Gomez; que c'est une honte que Cordoue se soit laissé prendre; qu'il est honteux qu'à Séville, la seconde ville d'Espagne, les autorités aient pris la fuite devant six mille pillards; qu'il est honteux que ces habitants de Malaga, si fameux et si vaillants pour proclamer la constitution ou même la république, et pour assassiner leur gouverneur et leur commandant militaire, soient venus, comme un troupeau en désordre, se faire battre par Gomez à je ne sais combien de lieues de leur ville, qu'ils ne sauraient peut-être pas défendre au besoin.

Voilà le langage qu'on devrait tenir, voilà ce qu'il faudrait dire aux Espagnols; et, s'ils sont fiers comme on le dit, ils rougiraient peut-être de leur mollesse, de leur apathie, ou tout au moins ils ne se donneraient pas le ridicule de prendre des airs de vainqueurs pour de misérables avantages qu'un orgueil mieux entendu ne prendrait même pas la peine de mentionner. Mais on n'en fait rien, et les discussions publiques, prenant toujours pour point de départ ce monde métaphorique qui n'existe que dans les bulletins et dans les proclamations, effleurent à peine les questions réelles qui, après trois ans de révolution et de guerre civile, ne sont pas encore posées d'une manière précise.

De toutes ces infirmités, de ce défaut de vérité, d'énergie, de volonté, il ne faudrait pourtant pas tirer contre le gouvernement de la reine des conséquences trop défavorables. C'est à peine si les embarras très-réels du trésor doivent alarmer, car il semble que, par un privilège particulier à ce pays, les faits les plus graves ne tirent point à conséquence. Certes, il n'y a pas, en Europe, un gouvernement qui eût pu, sans succomber, supporter une situation meilleure de moitié que celle du gouvernement espagnol. Sans argent, pouvant à peine payer ses soldats, et ne payant pas du tout ses créanciers, sapé par la guerre civile, miné intérieurement par un esprit révolutionnaire qui n'a tout juste que la force de détruire, ne trouvant d'ailleurs dans les masses qu'une sorte d'adhésion assez tiède, par quel miracle ce gouvernement vit-il, se soutient-il? Si jamais, ce qu'à Dieu ne plaise, la France pouvait arriver à un pareil

état de ruine et d'humiliation, il y aurait au dedans d'effroyables désordres. Le malheur public serait la faute de quelqu'un, serait le fait d'un parti, et, dans ce cas, malheur à lui et aux siens ! Ici, personne ne bouge, personne ne s'en prend à personne, et, en attendant mieux, l'on va toujours. L'existence presque miraculeuse du gouvernement et le calme parfait des masses au milieu de pareilles circonstances tiennent, je le crois, à deux causes qui méritent d'être signalées avec quelques détails.

Quant au fait de la guerre civile en elle-même, on s'empresse généralement beaucoup trop de désespérer de la cause de la reine et de conclure de ses embarras au triomphe de don Carlos. On parle beaucoup plus des fautes et des impossibilités qui entravent le gouvernement de Madrid, parce qu'à Madrid il y a des étrangers qui voient et qui observent ; il y a des ambassadeurs qui suivent de l'œil et comptent les fautes ; parce qu'enfin Madrid est un lieu public où chacun peut venir, pour son argent, regarder et censurer. Mais, à n'en juger que par les résultats, il me semble que, si l'on pouvait étudier d'aussi près et aussi commodément la petite cour du prétendant, on y verrait aussi des obstacles et des impossibilités qui rétabliraient pour le moins l'équilibre. Les armées de la reine ne font rien ; mais que font celles de don Carlos ? Si l'on en excepte Gomez, auquel je vais arriver tout à l'heure, que font les autres ? Sont-ils sortis des provinces, ont-ils de beaucoup arrondi les domaines de leur maître, ont-ils rapproché de beaucoup la couronne de son front ? Comment se fait-il qu'ils n'aient point profité du trouble amené par le mouvement du 15 août ? Si ce sont là de la tactique et de l'habileté, il faut convenir qu'elles procèdent d'une façon singulière. Quant au *général* Gomez, comme disent certains journaux français qui le représentent, installant à la course, dans les villes, l'autorité de son maître, il ne faut pas se méprendre sur le caractère et le résultat de ses excursions. Gomez est un chef de bandes hardi qui, mourant de faim en Navarre, a eu l'heureuse idée de faire contribuer le reste de l'Espagne. Il va pillant les villes et les bourgs, usant à ce métier plus de sandales que de cartouches, et déconcertant, à force de rapidité, les très-peu savantes manœuvres essayées contre lui, ne s'établissant d'ailleurs nulle part, ne s'emparant d'aucun point militaire, ne soulevant nulle part les populations pour Charles V, mais enlevant à ses infidèles sujets de

bons et nombreux réaux et tous les chevaux qu'il rencontre, et dont il a besoin pour remplacer ceux qu'il crève dans la rapidité de sa course. Sur les 6,000 hommes dont sa bande se compose, il n'y aurait, au dire d'un témoin oculaire, qu'environ 2,000 Navarrais, bons soldats, bien armés et bien équipés. Le reste serait formé de pillards sans discipline, mal équipés, armés les uns de fusils, d'autres de piques, d'autres de sabres, d'autres enfin de bâtons, et tout cela allant pêle-mêle à cheval, à mulet, à âne, à pied. Vous comprenez, j'espère, que le *général* Gomez a mieux à faire qu'à s'arrêter en route pour former des organisations politiques, et que, quand il se sent de bons soldats aux trousses, il n'a rien de plus pressé que de déguerpir avec son butin, qui est immense.

Une observation qui ne vous échappera pas non plus, c'est que, fût-il en mesure de tenter un coup décisif, Gomez s'en gardera bien. Le métier qu'il fait aujourd'hui vaut cent fois mieux pour lui et pour les siens que tous les emplois que pourrait lui conférer Charles V restauré. Outre le profit, qui est énorme, il y a le charme de la guerre des partisans, si chère aux Espagnols, sans parler du bruit que fait son nom ; car aujourd'hui tout le parti de don Carlos s'efface et s'éclipse devant le nom de Gomez. C'est là, je le sais, expliquer la prolongation de la guerre par des moyens peu épiques ; mais je n'ai pas promis d'écrire un roman de chevalerie.

Si don Carlos ne passe point l'Èbre, s'il n'essaie pas de chasser de Madrid un gouvernement qui chancelle, s'il reste dans ses provinces, malgré tous les avantages que lui font les fautes de ses adversaires, nous pouvons nous en rapporter à lui et croire qu'il a, pour agir ainsi, d'excellentes raisons. Et quant à Gomez, si les généraux de la reine ne peuvent empêcher ses promenades à travers l'Espagne, on peut croire, d'après les renseignements que je viens de vous donner, qu'il n'est pas, après tout, si dangereux qu'il en a l'air.

Quant au calme dont jouit Madrid, quant à cette soumission singulière de la population à un gouvernement faible, nouveau (grand crime en ce pays), qui demande toujours de l'argent et des hommes sans pouvoir terminer la guerre, et qui contracte de nouveaux emprunts sans payer l'intérêt des anciens, cela ne peut guère s'expliquer que par un caractère de subordination vis-à-vis du pouvoir de fait, qui est un des traits distinctifs du peuple espagnol. Tant

que le gouvernement existera, et quelles que soient la forme et la nature de ce gouvernement, on lui obéira, d'abord par ce qu'il est gouvernement, et ensuite parce qu'il est le seul boulevard qui rassure contre les réactions qu'amènerait le retour de don Carlos. Il y a, dans toute l'Espagne, un nombre considérable d'hommes compromis; et si le prétendant revenait, en dépit de toutes les amnisties, il faudrait s'expatrier. Dans un pays où l'on ne pardonne pas, et où *toute loi écrite est nulle par le fait*, personne n'attendrait l'effet des promesses de clémence; en sorte que la guerre, qui devrait ruiner le gouvernement, est, au contraire, une des causes qui le font vivre. C'est là une de ces choses qu'on oserait à peine dire partout ailleurs que dans ce pays, qui, sous plus d'un rapport, semble un paradoxe organisé. Enfin, il faut trouver la cause principale de cette tranquillité dans un autre trait de caractère propre encore au peuple espagnol, et qui établit, à mon sens, la démarcation la plus nette entre la race de ce pays et celle qui habite la France ou l'Angleterre, par exemple.

L'Espagne, on l'a souvent répété, est le pays de l'égalité. Cela est vrai; mais l'égalité n'y est point entendue comme nous l'entendons en France. Nous autres Français aussi nous aimons passionnément l'égalité; mais l'égalité, pour nous, n'est pas un mot abstrait; nous croyons que cela veut dire la faculté d'arriver aux honneurs, à la puissance, à la richesse. Il y a, chez nous, un insatiable besoin de s'élever. Depuis que des soldats sont devenus maréchaux de France et des hommes de lettres ministres, tout soldat peut s'imaginer qu'il gravite vers le bâton de maréchal, et tout écrivain vers le ministère. Il résulte de cette idée un effort permanent et universel par lequel chacun tend à monter, à s'élever, à sortir de son rang, à améliorer sa position. De là aussi une impulsion intellectuelle immense qui est, pour la France, une garantie certaine de force et de prospérité, mais qui, lorsqu'elle ne s'emploie pas dans de grandes entreprises nationales, devient volontiers menaçante pour le pouvoir, qui, comme sommet de la société, se trouve le point de mire de toutes les ambitions. La société française forme, de la sorte, une espèce de pyramide dont chacun s'efforce, même ceux partis du plus bas, d'escalader tous les degrés. Ce sont cette force et cette activité mêmes qui font que la France a essentiellement besoin d'être gouvernée et conduite avec fermeté.

En Espagne aussi, le sentiment d'égalité est profond ; mais le porteur d'eau, le mendiant même a une telle foi dans son égalité avec tout le monde, qu'il ne se croit pas obligé de se témoigner à lui-même par des actes cette égalité qu'il a reçue en naissant. Le mendiant aveugle qui veut allumer son cigare dira au grand d'Espagne, comme je l'ai entendu, il y a quelques jours, à l'Escorial : *Tiene usted lumbre, marques* (avez-vous du feu, marquis) ? et le marquis lui passera son cigare sans s'étonner ; mais le mendiant ne cessera point de rester mendiant ; son fils ne songera point à devenir marquis ou propriétaire. En un mot, personne ici, sauf dans les rangs de la bourgeoisie francisée, ne cherche à s'élever au-dessus de son rang. C'est pour cela, sans doute, que l'industrie, que les sciences, que les arts, que tout ce qui sert de marchepied à l'ambition des hommes reste stationnaire ; et c'est aussi par la même raison, sans doute, que ce peuple, qui ne demande rien que du pain et du repos, est si facile à gouverner ; c'est pour cela enfin que l'Espagne est un si mauvais terrain pour les révolutions, et que des événements, dont le demi-quart mettrait la France en feu, ne peuvent l'arracher à sa somnolence habituelle. Si donc, en dépit de sa situation critique, le gouvernement se maintient, c'est que personne, hormis une poignée d'hommes sans racine dans le pays, n'a intérêt à le renverser. Ce serait encore ici le lieu de vous parler de l'action exercée sur l'esprit espagnol par ses vieilles institutions municipales ; mais il est trop tard aujourd'hui, ce sera pour un autre jour.

---

## LETTRE VI.

Madrid, 12 novembre 1836.

Les discussions des cortès ont présenté, cette semaine, un intérêt assez vif. La commission spéciale de la guerre avait, comme vous le savez, proposé, d'accord avec le gouvernement, la formation de tribunaux exceptionnels destinés à prononcer sur tous les cas de conspiration politique, et à abréger, pour ce genre de délits, les len-

teurs de la juridiction ordinaire. Le ministère, s'exprimant par l'organe de M. Lopez, avait dit qu'il fallait frapper de terreur les ennemis du gouvernement. Et, en effet, plusieurs des dispositions proposées étaient bien de nature à atteindre ce but ; il ne s'agissait de rien moins que de punir de mort les conspirateurs, et le soin de les juger devait être confié, suivant les uns, aux commissions militaires, suivant d'autres, à des juges nommés dans chaque province par les juntas d'armement et de défense. Après une discussion chaleureuse qui a été signalée par plusieurs discours éloquentes, le gouvernement, qui avait senti sans doute combien il s'était avancé, proposa, par l'organe de M. Landero, ministre de grâce et de justice, plusieurs restrictions atténuantes, qui lui valurent une verte semonce de M. Olozaga, chef de la commission ; enfin le projet vint d'être repoussé, au moins dans ses dispositions les plus extrêmes, par une forte majorité. Ce vote est important et de bon augure, en ce qu'il annonce, de la part de l'assemblée, un esprit de modération et de sagesse qui est une garantie contre les extravagances révolutionnaires imitées de 93, qui ont, à ce qu'il paraît, un attrait tout particulier pour quelques têtes ardentes de ce pays.

Bien que ce projet puisse être, dès aujourd'hui, considéré comme manqué, vous me permettrez, monsieur, de m'y arrêter un instant ; nous trouverons, dans l'esprit qui l'a dicté, quelques indications qui nous aideront peut-être à débrouiller un peu l'espèce de *quiproquo* dont ce pays me paraît être la victime.

Depuis que les cortès se sont réunis, on a déjà fait beaucoup de choses ; on a nommé une commission spéciale de la guerre, des juntas d'armement et de défense ; on a présenté nombre de projets de loi ; on a demandé et donné des explications sur la conduite de la guerre, sur les actes et les projets des généraux qui sont à la tête de l'armée. Croyez-vous que tous ces travaux aient avancé de beaucoup la solution de la crise ? Enfin, on vient tout récemment de proposer l'établissement de tribunaux révolutionnaires, et, à cette occasion, on a cité la France et la révolution française, Robespierre et Danton. On a argué de la nécessité de moyens extraordinaires pour des circonstances extraordinaires, et l'on a exprimé à ce sujet des vérités générales incontestables qui, pourtant, n'ont pas touché l'assemblée ; le projet a été rejeté, beaucoup moins parce qu'il répugnait à l'assemblée d'abandonner la vie des citoyens à l'arbitraire d'une juri-

diction exceptionnelle, que parce que le bon sens de la majorité a compris instinctivement que la question n'était pas là, et que la mesure, dangereuse pour une foule de cas particuliers, avait, pardessus tout, l'irréparable tort d'être complètement inutile et inefficace.

Quand on réfléchit à l'état réel de l'Espagne, à la situation militaire des partis belligérants et au fond même du caractère espagnol, on est saisi d'un étonnement dont on ne sort qu'en rapprochant ce fait de tant d'autres du même genre, qui montrent, jusqu'à la dernière évidence, que les partis, en Espagne, ne se comprennent plus eux-mêmes, ne comprennent plus leur pays, et qu'ils travaillent dans le vide, à côté de la question.

Je crois vous avoir déjà dit, monsieur, que les hommes qui mènent aujourd'hui l'Espagne la traitent par la méthode anglaise et française, et non par la méthode espagnole. La France et l'Angleterre, qui eroient reconnaître quelque chose d'elles-mêmes dans cette imparfaite imitation, prennent la chose au pied de la lettre, et, de cette erreur admise et partagée qui, du dedans, se répand au dehors, où elle s'accrédite et se fortifie, il résulte qu'on tourne en cercle dans un labyrinthe de déceptions sans fin. Je suis fâché de reprendre sans cesse les choses au déluge ; mais il faut bien attaquer l'erreur à sa source : si on la laisse grossir, elle vous entraîne. Qu'est-ce donc que l'Espagne ? Quel est le sens de cette imperturbable inertie dans laquelle elle s'enveloppe ? Que veut-elle, et quel rapport y a-t-il entre ses besoins et les efforts qu'on tente pour les satisfaire ? Voilà trois ans que la guerre croît et grossit sans avancer, que les constitutions se succèdent sans rien améliorer ; quel est donc le mot de cette énigme qui, tous les jours et le lendemain de l'événement qui devait tout expliquer et terminer, se représente toujours la même ?

Toutes les nations n'ont pas au même degré le don des facultés abstraites et philosophiques. En Angleterre, en France, chez les nations européennes en général, la politique est une science ; chez d'autres, en Orient, par exemple, elle est un fait. Nous avons refait nos codes je ne sais combien de fois, et tous les jours deux chambres, assemblées presque en permanence, y ajoutent de nouvelles lois. Depuis Mahomet, le Coran, librement interprété par les cadis, suffit aux besoins judiciaires des Arabes. Chez ces peuples, la décision du

juge est toujours arbitrale et arbitraire, le juge et la loi se confondent. Or, il est bon de se souvenir qu'il y a du sang arabe dans les veines espagnoles. Le peuple espagnol, on l'a dit souvent, est un peuple d'un bon sens très-positif, positif jusqu'au matérialisme. Il est matérialiste dans ses passions, dans ses croyances, dans ses institutions. Pour lui, la religion sans moines, sans processions et sans cérémonies, la religion n'existe pas ; il lui faut des reliques, des miracles ; il lui faut des religieux au costume pittoresque ; il lui faut des couvents où il puisse trouver, non-seulement des prières, mais du pain et de la soupe. Dans ses passions privées, l'Espagnol est le même ; il ne comprendrait pas Werther ni les sentimentalités allemandes ; il est violent, jaloux, c'est la possession qu'il convoite, et sa passion a quelque chose de vorace et d'entier qui lui est propre. Vous parlerai-je de ses habitudes politiques ? Je pourrais vous accabler d'exemples qui, tous, prouveraient combien le fait, l'homme, la personne prévaut dans ce pays, et combien le droit écrit, la convention, la loi, l'abstraction est peu de chose ; j'en choisirai seulement quelques uns pris dans plusieurs ordres de faits différents et empruntés tant au passé qu'au présent, tant à ce que j'ai vu qu'à ce que j'ai lu.

On peut dire, au pied de la lettre, que, dans ce pays, il n'y a pas de droit, de loi ; c'est la volonté privée, le caprice des personnes qui décide tout. Ce n'est pas que l'Espagne n'ait sa législation comme un autre pays ; seulement on ne s'en sert pas, et une fois écrite, couchée sur le papier, il semble que le rôle de la loi soit fini. Ainsi, par exemple, vous avez un procès ; ne croyez pas qu'il s'agisse de prouver que la loi est en votre faveur, il s'agit seulement de mettre l'*escribano* dans vos intérêts, il dressera son rapport en conséquence ; le juge signera sans lire, comme d'habitude, et vous aurez gagné votre cause.

Il y a des prohibitions aux frontières sur certaines marchandises ; vous vous arrangez avec le douanier, et la prohibition est levée !

Sous Ferdinand, un décret prohiba l'entrée des journaux français : les ministres eux-mêmes ne les recevaient pas. Une personne fort connue ici les recevait ; on venait publiquement les lire chez elle, et, ce qu'il y a de plus curieux, c'est que les ministres les lui empruntaient à l'occasion.

Il y a quelques jours, on dressa une liste de personnes que le

gouvernement voulait faire sortir de Madrid, la plupart sans motif ; plusieurs noms furent biffés , pourquoi ? parce qu'on avait reconnu l'innocence des personnes ? non pas ; mais parce que des amis du chef politique lui avaient assuré que ces personnes étaient tout à fait inoffensives. Proscrites sans motif, elles furent amnistiées sans motif.

Voulez-vous que nous passions du petit au grand ?

Pendant la guerre de l'indépendance, une assemblée réunie à Cadix élabore et décrète une constitution. Consacrée par des souvenirs héroïques, il semble que ce va être un monument impérissable. Ferdinand rentre, jure la constitution, et la première chose qu'il fait, c'est de la mettre en poche, d'envoyer aux galères ceux qui l'ont promulguée ; puis il se promène seul, sans cortège, par les rues des villes, où il fait sur ses pas fusiller les libéraux, et personne ne souffle mot.

Voulez-vous que nous remontions plus haut ? Les anciennes constitutions de l'Espagne, en a-t-il coûté bien cher à Charles V pour les abolir ? non ; ce fut l'affaire d'une courte campagne. Et quel fut son plus grand ennemi, la plus grande difficulté qu'il eut à surmonter ? ce fut Padilla. C'était un chef énergique, c'était un homme. Lui vivant, les privilèges des communes étaient une puissance ; lui mort, ce ne fut plus rien.

Préférez-vous des exemples plus rapprochés ? voyez Quesada. Tout le monde vous dira, et il ne manque pas aujourd'hui à Paris d'Espagnols pour le certifier, que, si Quesada s'était trouvé à la Granja le 13 août, la révolution n'aurait pas eu lieu. Son autorité ici à Madrid était quelque chose de prodigieux. Dans les premiers jours du mois d'août, la garde nationale presque entière se rassemble un soir dans le but de proclamer la constitution ; mais personne ne se souciait d'attacher le grelot. Pendant ces hésitations, Quesada envoie au chef du poste de garde nationale mutinée l'ordre de remettre son poste à la troupe de ligne, et l'autre obéit. A minuit, un poste de gardes nationaux était encore sur pied ; il va les trouver, et leur dit en propres termes : « Que faites-vous ici ? Allez vous coucher, ou demain je vous fais tous décimer ; » et ils s'en vont, parce qu'il était craint. Le dimanche 14 août, il maintint Madrid avec moins de cent cinquante hommes, et faisait des patrouilles, seul, à la tête de quatre cuirassiers, haussant les épaules, sans riposter

aux coups de fusil qu'on lui tirait, et personne n'osait lui faire front, parce qu'il était craint.

Ce n'est pas à dire pour cela que les Espagnols soient un peuple sans élan et toujours et partout apathique : non certes ; mais il faut savoir les intéresser par des actes et non par des paroles. Ainsi Philippe V, qui n'était pas un grand homme, tant s'en faut, mais qui avait du courage personnel, comment conserva-t-il sa couronne ? L'archiduc était à Madrid, ses troupes étaient battues, Louis XIV, qui avait l'Europe sur les bras, conseillait à son petit-fils d'abdiquer ; mais Philippe, qui avait du courage et qui tenait à sa couronne, s'adressa aux Espagnols, fit appel à leur fidélité et jura de mourir plutôt que de consentir à les quitter. Cet acte énergique enthousiasma le peuple et contribua, autant que les talents de Berwick, à conserver à Philippe sa couronne.

Lorsqu'en 1808 Napoléon entreprit sa funeste campagne, son nom était adoré dans le pays, le peuple espagnol était ébloui de son génie ; et si, au lieu de le tromper odieusement, de le blesser dans son orgueil national, Napoléon eût entrepris à ciel découvert la conquête de l'Espagne, tout le monde s'accorde à dire que sa marche n'aurait été qu'un long triomphe. Cet exemple est d'autant plus précieux que, s'il montre ce qui enthousiasme le peuple espagnol, il fait voir aussi ce qui l'irrite et ce qui l'indigne. Trompé dans sa confiance et dans sa loyauté, il devint implacable.

Voulez-vous que nous suivions pas à pas la guerre de l'indépendance ? Pourquoi et comment, je vous le demande, la junte centrale fut-elle frappée de nullité dans ses tentatives de combiner les efforts de l'insurrection ? parce qu'elle ne produisit ni grands hommes ni grandes idées. Pourquoi, au contraire, les Mina, les Porlier, les Lempecinado jouèrent-ils un rôle si actif et si brillant ? c'est que le talent et l'énergie étaient avec eux : ils ne parlaient pas, ils agissaient. Je pourrais parcourir de la sorte l'histoire d'Espagne toute entière, et partout et toujours vous montrer les Espagnols admirateurs du génie et du courage, implacables contre la trahison, indifférents pour les discours, sensibles seulement aux actes ; mais il est temps de borner ces citations, car il me semble que la chose devient plus claire.

Maintenant, reportons ensemble nos regards sur ce qui s'est passé depuis la mort de Ferdinand ; nous le comprendrons mieux.

Le peuple espagnol était, sans doute, fort arriéré en Europe, il avait besoin qu'une main habile lui ouvrît la route des lumières et des perfectionnements réels. Qu'a-t-on fait dans ce genre ? Rien. Quant aux formes politiques, il devait peu s'en soucier, par la raison toute simple que, comme je vous le disais tout à l'heure, le pouvoir, pour les Espagnols pris en masse, est un fait et non un droit. Dans un pays où l'on ne cherche guère à sortir de sa position, on obéit au pouvoir, ou parce qu'on l'aime, ou parce qu'il est le plus fort ; quand il est odieux ou faible, on le renverse ; mais il n'y a pas ici, comme en France, comme en Angleterre, un balancier politique perpétuellement agité et dont chaque oscillation amène régulièrement au pouvoir des candidats impatients. Qui donc, si ce n'est une imperceptible minorité, aurait pu s'intéresser aux innovations en ce genre ? Aussi, voyez : M. Zéa avait promis un despotisme éclairé, on est resté froid ; on a cru que le programme n'était pas assez libéral, on a donné le statut royal, on est resté froid. Alors il n'y avait plus qu'une seule planche de salut, qu'un seul moyen de rallumer l'enthousiasme, c'était la constitution ; la constitution a été proclamée, on est resté froid. Enfin, je parle de ce qui se passe aujourd'hui : on nomme des commissions pour réviser la constitution, pour faire des plans de campagne, pour créer des tribunaux extraordinaires, et l'on reste froid et indifférent, et Gomez se promène en Andalousie et en Estramadure à la barbe de 30,000 hommes qui ne peuvent l'atteindre, et les ressources s'épuisent, et l'issue de ce grand procès s'éloigne chaque jour de plus en plus.

Quand on arrive dans un pays comme celui-ci, peu ou mal connu, on s'imagine qu'on va découvrir un monde nouveau ; on se flatte d'avoir des institutions à étudier, des mœurs politiques à observer, des systèmes à suivre, et, arrivé sur les lieux, on se trouve tout étonné de ne rencontrer rien de semblable. L'Espagne est un pays où, sauf le cas de passion nationale, tout se réduit à la satisfaction des besoins matériels. Vous voulez étudier les institutions ? Eh ! mon Dieu ! c'est chose bien simple : vexations légales tempérées par la vénalité des fonctionnaires, despotisme tempéré et limité par la révolte et l'assassinat, voilà le système réel de ce pays, voilà le système qui vous explique et l'assassinat de Quesada et cette insubordination perpétuelle des provinces, dont les capitaines-généraux se font eux-mêmes les coryphées. Il n'y a ici pour le pouvoir

qu'un seul droit imprescriptible, c'est d'être le plus fort ; ce seul point gagné, tout le reste coulera de source : sans cela, tout est nul et insignifiant. Ainsi, qu'on fasse des lois, qu'on amende, qu'on corrige, qu'on perfectionne, qu'on invente toutes les constitutions imaginables, toute cette savante élaboration législative ne vaudra pas une victoire, un témoignage de force donné par le pouvoir. Tant que des succès militaires décisifs n'auront pas assuré l'existence du gouvernement, les cortès resteront un salon où des hommes pleins de mérite et de bonnes intentions, je l'accorde, causent entre eux et font des vœux pour le bien du pays ; mais ce n'est pas une assemblée politique décrétant les lois et l'organisation d'une grande nation.

Malheureusement, dans l'ordre militaire, les hommes manquent complètement. Presque tous les généraux qui commandent aujourd'hui l'armée sont de ceux qu'on appelle ici *los hijos del sol* (les enfants du soleil) ; ce sont des officiers qui ont gagné leurs épaulettes en Amérique, dans des guerres de partisans, et qui, quoique braves et déterminés pour la plupart, n'ont ni les habitudes ni le talent nécessaires pour combiner de grandes opérations et pour frapper des coups décisifs. C'est ainsi qu'on les juge, et l'événement ne prouve que trop la validité de l'arrêt. Un homme, un seul homme, un militaire actif et entendu pourrait tout changer dans ce pays ; mais jusqu'ici on ne l'aperçoit pas, et tant qu'un semblable chef n'aura pas fait de son talent une garantie, un bouclier pour les hommes de savoir et de talent, personne ne voudra se mettre en avant ni se compromettre, personne ne s'intéressera à des travaux législatifs toujours provisoires, toujours à la merci d'un combat. Enfin, pour résumer ma pensée, je dirai qu'il manque ici les deux seules choses pour lesquelles le peuple espagnol puisse jamais s'ébranler : ou le prestige du talent, du génie, de l'héroïsme, ou la séduction de l'intérêt positif, de l'amélioration réelle de la condition des masses. A ces deux conditions seulement on pourrait intéresser l'Espagne. Or, elle est ravagée, pillée des deux parts et ruinée par des expédients onéreux, et elle ne trouve, dans les hommes qui veulent la conduire, aucune de ces grandes qualités qui gagnent les cœurs et font prendre les maux en patience. Ainsi l'on pourra faire longtemps encore des lois et des décrets avant que l'Espagne s'émeuve, on pourra multiplier tant qu'on voudra les essais de con-

stitution ; la nation elle-même fera toujours défaut à ces tentatives abstraites , l'Espagnol positif attendra les faits , les actes pour s'é-mouvoir et se passionner.

En attendant , la nation se ruine , les bandes se grossissent de tous les paysans ruinés , de tous les pensionnaires des couvents que le libéralisme a réformés , et la tâche de la réorganisation de l'Espagne , qui n'exigerait encore maintenant qu'une tête intelligente et qu'une main vigoureuse , réclamera peut-être , dans quelques années , tout l'effort d'un génie de premier ordre : puisse le ciel l'envoyer à l'Espagne!

## LETTRE VII.

Madrid, 19 novembre 1836.

Il me semble que l'intérêt réel des misérables agitations qui désolent aujourd'hui l'Espagne est de savoir si la classe moyenne, qui représente ici, comme partout, les intérêts du travail et de l'intelligence, viendra à bout de s'affranchir de la longue infériorité où elle a été maintenue jusqu'ici. Le clergé, primant la royauté et la noblesse, et solidement établi sur la large base des préjugés et de la paresse populaire, a été, jusqu'ici, le maître de l'Espagne. Voilà, autant que j'ai pu m'en rendre compte, la division réelle des intérêts militants. Or, vous voudrez bien remarquer que, dans l'arène officielle, rien de semblable ne figure. Que sont les cortès ? une assemblée de bourgeoisie ; mais le clergé, mais la noblesse, mais le bas-peuple, mais la royauté antique, où sont tous ces éléments de la vieille société espagnole ? Ils sont avec don Carlos, et c'est là, ou je me trompe fort, la cause principale et peut-être unique de l'insignifiance des débats parlementaires de ce pays. On peut faire semblant de s'attaquer, de se demander des explications et de s'en donner ; au fond, c'est toujours la bourgeoisie qui a la parole, elle se fait à elle-même les demandes et les réponses, et, comme de juste, il ne jaillit pas de ce monologue de bien vives clartés. Le seul endroit où le dialogue soit engagé, où le drame soit commencé, c'est le champ de bataille ; et je ne sais par quelle fatalité la guerre, qui aurait dû

être tout, ne tient, depuis trois ans, que la seconde place dans les préoccupations des hommes qui se succèdent au pouvoir. De là l'insignifiance de la pièce et l'ennui des spectateurs.

Le lendemain de la mort de Ferdinand, il est bien clair qu'il ne s'est pas opéré en vingt-quatre heures une espèce de changement à vue, et que l'Espagne, qui s'était endormie, la veille, absolutiste et monacale, ne dut pas se réveiller jeune, libre, affranchie de ses anciennes entraves, et prête à prendre son essor vers les heureuses régions que fécondent la liberté, les lumières et le travail ; et pourtant, à voir la manière dont les choses furent menées, on aurait pu le croire. Un énergique déplacement était nécessaire, il fallait s'emparer de toute la force, de toute l'influence, de toute la richesse du clergé, et ne pas oublier surtout qu'il était toujours là, irrité, alarmé, puissant sur les esprits ; et que la guerre civile, si faible qu'elle fût à l'origine, devait trouver de nombreux auxiliaires dans les traditions d'obéissance du bas-peuple habitué à suivre la voix de ses curés. Il est beaucoup plus facile, je le sais, de reconnaître après coup ce qu'il aurait fallu faire, que de le deviner avant l'événement. Quoi qu'il en soit, la guerre civile, le grand, le réel, le seul danger de l'Espagne, le seul ennemi redoutable pour la bourgeoisie, n'a excité qu'un intérêt secondaire. Mais en revanche on s'est établi chez soi, on s'est mis à l'aise, on a voulu jouir de toutes les libertés possibles, on s'est donné le statut royal ; mais cela n'a pas longtemps suffi, il a fallu une troisième édition de la constitution de 1812, et à l'heure qu'il est on en prépare une quatrième qui vaudra sans doute beaucoup mieux, et comme on dit dans je ne sais plus trop quel mélodrame du boulevard, on ira ainsi chaque jour de mieux en mieux jusqu'à ce qu'on meure.

L'Espagne constitutionnelle est très-facile à connaître, elle parle, elle écrit, elle fait des lois et grossit sa voix pour annoncer ses succès, de telle manière qu'il faut bien l'entendre malgré soi ; mais derrière et au-dessous de cette Espagne nouvelle, inexpérimentée et bruyante, il y a la vieille Espagne qui met autant de soin à se cacher et à se taire que l'autre à parler ; il y a toute une nation puissante à force d'inertie et de patience, et qui se promet bien de relever la tête quand l'autre aura usé ses forces ; il y a une race rompue à l'intrigue et à la dissimulation, qui ne fait pas de lois, mais qui trouve moyen d'empêcher que celles de ses adversaires soient

exécutées, parti d'autant plus difficile à connaître et à étudier, qu'il s'efface, qu'il n'existe nulle part, n'agit que dans l'ombre, qu'il n'offre point de prise, qu'il n'a ni livres, ni charte, ni statuts qu'on puisse lire, et que ses moyens d'actions se réduisent à des relations verbales et personnelles qui ne laissent point de trace. Aussi ne vous dirai-je point que je connais ce parti, ni même qu'il soit possible à un étranger de venir à bout de le connaître dans les circonstances où se trouve le pays ; seulement le peu que j'en sais m'a fait soupçonner ce que doit être la force du parti du clergé, et combien, appuyé sur ses vieilles traditions, il a d'avantage sur ses adversaires.

Le clergé, disons-le sans détour, est, en Espagne, très-populaire et très-favorable aux intérêts du peuple. Seulement il faut entendre ici par peuple la dernière classe de la population, et ôter à ce mot la généralité qu'il a chez nous. Il faut encore reconnaître que, dans le sein de cette classe, la popularité du clergé est juste et méritée. Ainsi, les couvents, qui étaient la plupart grands propriétaires, faisaient des aumônes, des distributions de soupe et de pain, et je ne sache pas de moyen de popularité plus efficace auprès de la paresse castillane. Les couvents étaient aussi, en général, comme propriétaires, doux et faciles envers le fermier. Riches, et n'étant point, comme le propriétaire chargé de famille, pressés d'augmenter leur avoir, ils faisaient volontiers remise d'un terme au paysan dans les mauvaises années, ou bien ils lui prêtaient des semailles qu'il rendait après la moisson. On conçoit facilement de la sorte l'influence du clergé régulier. Quant au clergé séculier, plus intimement mêlé encore à la vie des populations, il était et il est encore aujourd'hui le pouvoir le mieux obéi, ou pour mieux dire le seul obéi qu'il y ait en Espagne. Sans être en général éclairé <sup>1</sup>, le clergé avait du moins l'avantage d'avoir reçu quelque instruction ; et l'ignorance universelle le rendait relativement savant et lui atti-

<sup>1</sup> Il faut excepter le haut-clergé, les évêques et les chanoines, qui sont, en général, des hommes fort instruits. On trouve dans les chapitres des cathédrales de Tolède et de Séville des chanoines qui possèdent non-seulement des connaissances littéraires remarquables, mais qui sont encore fort entendus en économie politique, en agriculture, etc. Ce sont deux chanoines de Séville, MM. Pereyra et Cepero, qui ont été les premiers promoteurs de l'établissement d'une ligne de bateaux à vapeur sur le Guadalquivir.

rait la considération qui s'attache au savoir, sans parler de beaucoup d'autres avantages plus temporels et plus appréciables. Ainsi, par exemple, dans un village où l'alcade ne sait pas lire, et il y en a beaucoup dans ce cas, c'est le curé qui sert d'interprète entre le gouvernement et la commune, et si l'ordre reçu déplaît *al señor cura*, l'alcade, par égard et par respect pour lui, se gardera bien de l'exécuter. Le clergé, d'ailleurs, pénètre partout ; les prêtres de campagne ne sont point du tout des puritains renfrognés, mais de bons vivants, qui rient avec le paysan et lâchent volontiers le mot leste avec lui. Le prêtre est donc à la fois un guide et presque un camarade pour le paysan. Ajoutez l'empire des idées superstitieuses des cérémonies du culte sur un peuple ami du spectacle, et vous vous expliquerez facilement cette popularité fondée sur des motifs qui ne sont pas tous illégitimes, tant s'en faut.

Malheureusement aussi il faut le dire, le clergé n'a jamais paru chercher à user de son immense ascendant pour élever le bas-peuple, pour étendre ses lumières ou pour dissiper son ignorance ; il n'a cherché ni à lui inspirer le goût du travail, ni à adoucir ses instincts tant soit peu arabes. C'a été longtemps entre le clergé et le bas peuple un échange de services réciproques dans un intérêt mutuel de caste ; le clergé faisant au paysan des distributions de vivres et nourrissant sa paresse, à charge par celui-ci de lui obéir, de le défendre et de le protéger. Le résultat le plus clair de cette alliance, c'est que le clergé achetant, à un prix assez modique, la force brutale dont il se réservait la direction, avait fini par devenir une puissance hors de proportion avec toutes les autres, la puissance capitale et prépondérante de l'État.

Une pareille alliance devait être ce qu'il y a de plus opposé aux intérêts de la bourgeoisie, c'est à dire de la classe qui s'élève par son travail et devient puissante par ses lumières. Que pouvaient des individus isolés contre l'organisation hiérarchique du clergé ? que pouvait le petit capitaliste contre les immenses revenus des Ordres propriétaires ? Rien. Constitué pour l'immobilité, le pouvoir clérical devenait, par sa masse et par son poids, un invincible obstacle au mouvement. Jusqu'à ce jour, la bourgeoisie n'a rien été en Espagne, et si le mouvement n'était parti d'en haut, si la royauté ne s'était mise à sa tête, elle n'aurait jamais pu, par ses propres forces, devenir assez puissante, même pour risquer un

essai d'affranchissement aussi maladroit que celui qu'elle tente aujourd'hui.

Il faut d'ailleurs convenir que même, abstraction faite de la guerre civile, la classe moyenne avait, pour substituer son influence à celle du clergé, une tâche difficile à remplir. La puissance des prêtres n'est pas d'hier en Espagne; elle vient de loin et a poussé de profondes racines. La richesse, la hiérarchie, la discipline, la popularité, ce sont là des armes redoutables par tout pays, et maniées ici avec toute la dextérité de l'habitude. Si même nous voulions faire un instant abstraction du côté national et humain de la question, et nous en tenir aux intérêts de classes et de castes, il faut avouer qu'il serait difficile de présenter au paysan espagnol un système d'argumentation satisfaisant. Supposez un homme qui vous dit : « Je suis par-dessus tout paresseux, le travail m'est odieux; or, je trouve de bons religieux qui me dispensent ou du tout ou d'une partie de mon travail; ils ne m'imposent en échange aucune privation, aucun effort d'esprit, et grâce à eux je puis tout le jour, s'il me plaît, prendre le soleil et fumer à loisir, magnifiquement drapé dans les loques qui me servent de manteau; et vous voulez que je quitte cette vie oisive et insouciant pour une vie de travail et de soucis, pour que mes enfants restent comme ceux des Anglais, dix-neuf heures par jour courbés sous le fouet du contre-maitre, et mourant de faim par-dessus le marché? J'aime mieux mes moines que vos contre-maitres et l'oisiveté que le travail. »

Vous conviendrez que ce n'est pas une petite affaire de faire entendre raison sur ce chapitre à une race têtue, volontaire et ignorante, qui se soucie peu de l'opinion de l'Europe, des intérêts de la patrie, et qui ne connaît rien au delà du clocher de son village.

D'un autre côté, la bourgeoisie, qui lit, qui s'instruit, qui travaille, qui sait tout ce que le travail peut donner de richesse et de pouvoir, la bourgeoisie, qui sait que l'Espagne s'est laissée déchoir de son rang en Europe, qu'elle pourrait reprendre sa place, mais qu'elle ne le peut que par le travail et le libre développement de l'intelligence, peut-elle abdiquer en son nom, au nom de son pays, peut-elle sacrifier son avenir et celui de l'Espagne à la béatitude grossière et animale du bas-peuple, à l'ambition personnelle et improductive du clergé?

Entre ces deux intérêts rivaux, la force seule peut prononcer, et

toute transaction de bonne foi est impossible, parce que personne ne consent à se suicider ; maintenant, que chacun prenne parti suivant ses sympathies et ses prédilections : l'immobilité ou le mouvement, le travail ou l'oisiveté, l'intelligence ou l'abrutissement.

Voilà, je vous le répète, quels sont ici les termes réels de la question, et si quelque chose pouvait donner bon espoir pour le parti qui à mes yeux représente l'avenir, c'est qu'en dépit de ses énormes et grossières méprises, il n'a point encore succombé sous les coups d'un ennemi fort des sympathies d'une multitude ignorante, fort de l'appui d'un clergé nombreux et bien discipliné, fort surtout de l'incurie, de l'impéritie et des inconcevables distractions auxquelles le parti de la bourgeoisie est en proie depuis si longtemps. Ne faut-il pas, en effet, que le parti rétrograde, appuyé sur tant d'éléments de force et de succès, se soit montré bien caduc et bien impuissant pour n'avoir pas encore triomphé d'un ennemi qui, faible, isolé, sans racines dans la nation, semble avoir entassé les fautes à plaisir ? Dans la situation respective des deux partis, il n'y a vraiment qu'une chose importante, la guerre. Le reste n'est rien ou ne sera quelque chose qu'une fois la guerre terminée. Or, depuis trois ans, comment s'est-on occupé de la guerre ? comme si on eût été maître de la finir à son gré ; et à quoi a-t-on passé le temps ? à des essais de régimes et de constitutions politiques, toujours frappés de nullité, ou tout au moins de provisoire, tant que les armes n'auront pas prononcé.

Ce qui se passe ici, dans ce moment, est véritablement curieux. Vous vous rappellerez sans doute que, sous le ministère de M. Isturitz, la constitution et la liberté étaient les grands mots qu'on invoquait chaque jour, et avec lesquels on expliquait tout. Si Cordova restait des mois entiers inactif en face de l'ennemi, c'est qu'il avait des ordres secrets de ne pas agir, et comment, sans la liberté de la presse, démasquer de semblables perfidies ! Si la nation était tiède et indifférente, d'où cela provenait-il ? de ce qu'on avait arrêté dans son cours le torrent révolutionnaire, de ce que la censure gênait le libre essor du patriotisme. Qu'on eût la liberté de la presse, et tout allait couler de source ; la liberté livrée à ses propres forces saurait bien se frayer sa route et se creuser son lit. Si Quesada était si détesté, si haï, si les feuilles les plus modérées ne trouvaient rien de mieux à dire sur l'infâme assassinat dont il fut victime, si ce

n'est que ce *mandarin*, par son insolence et son arbitraire, avait mérité son sort, d'où cela provenait-il ? de ce que Quesada avait maintes fois violé le respect dû à la liberté individuelle. Alors, je le répète, la liberté de la presse, la liberté individuelle, expliquaient tout. Cette conquête une fois obtenue, la révolution n'avait plus rien à craindre de ses ennemis ; et aujourd'hui voilà qu'on propose des restrictions à la liberté de la presse et à la liberté individuelle.

Si tout allait mal alors, c'est qu'on n'avait pas la liberté ; si tout va mal aujourd'hui, c'est la faute de la liberté. Quand on ne l'avait pas, on l'appelait à grands cris ; maintenant qu'on la possède, c'est elle qui fait tout le mal, et on ne saurait trop tôt la limiter. Que veut dire tout cela ? que signifie cette étrange contradiction, sinon que la liberté, telle qu'on l'entend ici, n'a rien à voir en réalité dans la cause de la bourgeoisie espagnole ? Qu'importe ce que diront ou ne diront pas les journaux de la bourgeoisie ? L'ennemi n'est pas là. L'ennemi, c'est don Carlos et l'insurrection de Navarre ; l'ennemi, c'est Gomez, ce sont enfin les moines, les prêtres, le bas-peuple caché derrière la bannière de l'insurrection. Voilà où est l'ennemi, voilà où il faudrait porter tout son effort, et ce dont personne ne semble s'occuper. Au lieu de mille lois parfaites que personne ne connaît, que personne n'exécute, faites-en seulement exécuter une ou deux passables, et cela vaudra mieux. Mais non, il faut à toute force une organisation-modèle ; on l'élabore à grands frais d'éloquence et de discussions, et l'œuvre une fois accomplie, il n'y aura plus à craindre qu'un seul accident, c'est que ce bel automate ne puisse jamais se mettre en mouvement, c'est que le moteur manque à la machine, et qu'au lieu d'une constitution véritable on n'ait enfanté qu'un monceau de stériles paperasses.

L'Église catholique, qui s'entendait passablement bien en matière d'organisation, avait exprimé jadis une vérité profonde que nous avons tous lue, sans la comprendre peut-être, dans le catéchisme. L'Église disait, en parlant des fidèles : « Nous sommes tous les pierres du temple de Dieu, » entendant par-là, dans son langage mystique, qu'il y a dans la foi, dans la sympathie, dans la communauté de principes, une force d'attraction merveilleuse, et une sorte d'unité en vertu de laquelle tous les membres de la même association spirituelle s'appellent, se recherchent, s'unissent, suivant les lois d'une harmonie supérieure, où chacun vient de lui-même pren-

dre la place qui lui est assignée. Les véritables constitutions, en effet, ce sont les constitutions en chair et en os, les constitutions écrites dans le cœur et dans les sympathies des nations; celles-là sont indestructibles, et les autres ne sont rien; et quand on voit une assemblée, comme les cortès espagnoles par exemple, *légiférer* avec toute latitude et toute sécurité, comme si tout était fini, alors que rien n'est décidé, quand on la voit entasser lois sur lois, propositions sur propositions, commissions sur commissions, ordonnances sur ordonnances et décrets sur décrets, à l'usage d'un peuple qui ne sait pas lire, qui ne connaît de loi que l'ordre de son alcade ou de son curé; quand on songe enfin que cette espèce de monomanie législative s'exerce et travaille pour ainsi dire sous le feu de l'ennemi, et qu'une seule bataille peut renverser de fond en comble tout cet échafaudage sans base et sans racines, on peut croire qu'une sorte d'esprit de vertige s'est emparé du gouvernement tout entier, et l'on ne peut s'empêcher de craindre pour l'issue d'une lutte où les intérêts de la civilisation se trouvent si mal et si imprudemment défendus.

### LETTRE VIII.

Madrid, 26 novembre 1856.

Vous savez que les cortès, après discussion solennelle, viennent, ces jours derniers, de confirmer la reine dans les fonctions de régente; c'est une mesure à laquelle il faut applaudir, au moins en faveur de l'intention. Dans les circonstances présentes, tout partage, tout affaiblissement du pouvoir eût été une calamité de plus. Applaudissons à l'intention; car, au point où en sont venues les choses, ce n'est guère qu'une mesure d'une efficacité négative, si l'on peut parler ainsi, et qu'il faut mettre à côté de quelques autres décisions de l'assemblée souveraine, toutes aussi sages que celle-ci et aussi parfaitement impuissantes à retenir l'Espagne sur la pente rapide qui l'entraîne. C'est fort bien de sentir que la royauté est encore le seul point d'appui un peu fort, il est dommage seulement que cette bonne idée soit venue si tard; car, sans se prosterner devant la

royauté espagnole, il suffit de la plus simple réflexion pour comprendre tout ce qu'il y a eu de faux dans la marche suivie jusqu'à ce jour à son égard.

L'Espagne, je vous demande pardon de vous répéter toujours la même chose, l'Espagne n'était point un pays qui fût, à la mort de Ferdinand, préparé pour une révolution. La bourgeoisie, imbuë plus ou moins des idées françaises, pouvait désirer des changements; mais la masse de la population, loin de désirer rien de semblable, ne soupçonnait pas même sur quoi pouvaient porter ces changements. Le peuple des campagnes, matériellement heureux, doucement gouverné par les moines, ne souffrait pas de son ignorance et souffrait encore moins de l'espèce de déchéance où l'Espagne était tombée en Europe, par suite de l'assoupissement où depuis longtemps était ensevelie l'intelligence nationale. Faire un appel au peuple eût été une folie; agir comme si on eût eu le peuple derrière soi n'était guère moins fou: c'est cependant ce que nous avons vu; la bourgeoisie, quoiqu'en petit nombre, est forte en ce pays, et par son activité propre, et surtout par l'apathie et le peu de concert qui règne entre les masses séparées entre elles par un profond isolement moral. Dans une pareille situation, il semble, je crois vous l'avoir déjà dit, que l'intérêt capital de la bourgeoisie était de se soustraire à l'ascendant exclusif du clergé. Le clergé, les moines surtout, sont conservateurs par essence; mais, comme tout ce qui n'a pas d'avenir, de postérité, ils sont peu tentés d'innover, d'inventer, de perfectionner: aussi les moines, en Espagne, ont admirablement conservé les trésors de leurs couvents, les objets d'art des cathédrales, les coutumes anciennes et les vieilles traditions patriarcales chères à bon droit au paysan; mais de l'instruire, de le tenir au courant des découvertes agricoles ou industrielles, d'étendre la sphère de ses idées, de dissiper ses préventions contre toutes les nouveautés utiles, c'est ce dont le clergé ne s'est jamais avisé. Il n'a pas compris le glorieux usage qu'il pouvait faire de sa toute-puissante influence; il a exclu et poursuivi les lumières et la raison partout où il les a rencontrées; il s'est fait l'instrument ou le complice de l'inquisition, et par elle il a non-seulement envoyé des milliers d'innocents au supplice, mais, ce qui est pis encore, il a démoralisé le pays et jeté dans les esprits un germe de défiance et d'isolement, que le travail de plusieurs générations libres aura